Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1319

Rubrik: Médias

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Encore une conférence sur le travail des enfants: et ensuite?

Les conférences internationales se parent souvent de discours vertueux. Au-delà des intentions, quelle est réellement la marge de manœuvre des États?

«TOUS LES ENFANTS sans exception ont le droit à la survie, au développement personnel et social ainsi qu'à l'intégrité physique, psychologique et morale». Les participants à la conférence d'Oslo sur le travail des enfants n'ont pas eu de peine à se mettre d'accord sur cet alignement de mots vertueux. Mais pas d'engagement, pas de mesures contraignantes. L'UNICEF qui demandait - sans y croire – d'investir six milliards de dollars pour scolariser les enfants au lieu de les faire travailler a dû abandonner son utopie. Oslo a donc respecté le rituel des grandes conférences internationales. La Suisse y a participé avec zèle. Alors rendez-vous de l'inutilité? Pas certain.

La condamnation répétitive du travail des enfants est parvenue à donner mauvaise conscience à l'opinion internationale. Dans le tiers-monde, les coupables se cachent. Les films ou les photos d'enfants au travail sont toujours plus difficiles à réaliser. Les vertueux s'affichent. En Inde, les usines qui ont pignon sur rue montrent clairement leur affiliation au club des patrons bannissant le travail des enfants.

Labels vertueux et promotion commerciale

Même mouvement de mobilisation de l'opinion dans les pays consommateurs: boycottage des produits fabriqués par les enfants et labels promotionnels pour les tapis et autres textiles provenant des usines «propres». Les organisations d'entraide mettent en place des filières de commerce équitable. Avec la bénédiction de Berne, la fondation STEP a mis sur pied un label qui signale aux consommateurs les tapis fabriqués dans des conditions qui respectent la dignité des enfants. Les inspections sur le terrain et l'expérience partagée de plusieurs organisations non gouvernementales assurent la crédibilité des labels du commerce équitable. Mais aucune garantie absolue n'est possible dans des pays où une large partie de l'activité économique échappe à tout contrôle de l'État.

Les labels vertueux peuvent cependant subir des dérives contestables. Ainsi le «double income product» apposé sur un textile ou un objet artisanal. Ce label entendait garantir un revenu double de la normale aux petits producteurs du tiers-monde. Les organismes d'entraide qui soutenaient cette séduisante initiative ont dû lui retirer leur confiance. L'initiateur tirait un profit avant tout personnel de cette opération.

Les dérapages toujours possibles ne doivent cependant pas condamner les initiatives commerciales individuelles. L'avantage des commerçants, c'est leur efficacité de vendeur. Restons en Suisse romande. Une entreprise comme Veillon parvient à faire parler d'elle en sélectionnant les fabricants de tapis qui renoncent au travail des enfants. La démarche semble honnête. Elle se poursuit sous l'œil vigilant des concurrents. Beaucoup plus discrètement, les vêtements Switcher encouragent en Inde une fabrication particulièrement sociale sans en faire un argument promotionnel. Le commerce équitable est certainement minoritaire. Mais il existe. Et la mobilisation de l'opinion par l'intermédiaire des réunions internationales peut contribuer à le renforcer.

Le cripto-protectionnisme

Les gouvernements ont la faculté d'interdire. Une norme internationale pourrait bannir le travail des enfants et sanctionner les pays récalcitrants par des rétorsions commerciales. C'est la fameuse «clause sociale» que certains voudraient faire accepter à l'OMC, la seule organisation capable d'imposer efficacement des règles pour le commerce international.

La piste est tentante. Elle restera bouchée pour longtemps encore. Les pays du tiers-monde vont obtenir avec les règles de l'OMC un meilleur accès pour leurs produits, avant tout les textiles, dans les riches pays consommateurs. Ils combattent violemment une «clause sociale» que ceux-ci pourraient brandir à tout propos pour protéger leurs marchés. Il serait extrêmement difficile à un gouvernement du tiers-monde d'apporter la preuve qu'il fait appliquer une interdiction du travail des enfants.

À Oslo, les représentants gouvernementaux ont donc prudemment évacué toute idée de sanction. Ils ont mis l'accent sur la prévention. Il serait illusoire de décréter des interdictions sans offrir une alternative au revenu qu'offre le travail des enfants. Des programmes sociaux d'aide au développement doivent s'attaquer directement à la misère, la véritable cause du mal. Vaste programme. Qui impose des priorités. Plusieurs pays, dont la Suisse, se sont engagés à consacrer 20% de leur aide publique au tiers-monde à des actions sociales. Sans prendre d'engagement sur l'augmentation globale de leur aide. *at*

Médias

ERGO, MAGAZINE BILINGUE des étudiantes et étudiants suisses, a une tendance nettement de droite. Surprise, le responsable du «layout» et du lectorat s'appelle Frank Trotzki.

L'organe de presse de la jeune UDC du canton de Zurich s'appelle *Megaphon*.

UN NOUVEAU REGROUPEMENT de presse a été réalisé en octobre entre quatre journaux pris en tenaille par la presse quotidienne de la ville de Zurich et le groupe de la Sudostschweiz (centre à Coire). Dorénavant *Zürichsee-Zeitung*, *Linth Zeitung*, *Grenzpost am Zürichsee*, *Der Sihltaler* sont des quotidiens qui ont lié leur sort et adopté la même présentation tout en gardant une certaine autonomie.

PETITES FEUILLES, «mini périodique à parution intermittente consacré à la seule gloire de Charles-Albert Cingria» vient de publier sa 14e édition depuis plus de cinquante ans. C'est probablement le plus petit journal de Suisse puisqu'il est au format A6. *cfp*